

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 15 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAINT LOUIS SUCRE SNC

Parc du Millénaire 2
35 rue de la Gare
75019 PARIS 19

Références : 2022-E10189
Code AIOT : 0005102505

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement SAINT LOUIS SUCRE SNC implanté 55 Avenue du Général De Gaulle 80700 ROYE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants. La vérification porte sur le respect des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST des appareils de mesure en continu exploités sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT LOUIS SUCRE SNC
- 55 Avenue du Général De Gaulle 80700 ROYE
- Code AIOT : 0005102505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Saint Louis Sucre de Roye produit du sucre à partir de betteraves (activité saisonnière de septembre à février), transforme du sirop liquide en sucre (activité saisonnière de mars à mai) puis stock, conditionne et expédie du sucre.

Le site est réglementé par les arrêtés préfectoraux des 16 janvier 1985 (exploitation de la sucrerie), 16 août 1995 et 17 mars 1997 (bassins de stockage des eaux usées), 31 juillet 2002 (extension du périmètre d'épandage), 16 décembre 2008 (exploitation d'une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre) et 25 octobre 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2022 – surveillance continue des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure en continu des SO _x	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	/	Sans objet
2	Mesure en continu des NO _x	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	/	Sans objet
3	Mesure en continu des poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	/	Sans objet
4	Mesure en continu du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	/	Sans objet
5	Mesure en continu de O ₂	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
6	Mesure en continu de la température	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
7	Mesure en continu de la pression	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
8	Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
9	Application procédures QAL/AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
10	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
11	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
12	Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
13	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
14	Conditions T, P, H ₂ O, O ₂	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	/	Sans objet
15	Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	/	Sans objet
16	Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	/	Sans objet
17	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par l'exploitant sont suivis de manière correcte. Aucune non conformité n'a été détectée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure en continu des SOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des SOx
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - La concentration en Sox dans les gaz résiduaire est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane ;- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du GPL ou de l'hydrogène et d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour les installations de combustion utilisant du fioul domestique ou du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduaire ;- pour les installations de combustion utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : L'installation de combustion présente sur le site utilise exclusivement du gaz naturel. L'exploitant n'est donc pas dans l'obligation de réaliser une mesure en continu de la concentration des SOx.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure en continu des NOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des NOx
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduaire est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour toute turbine ou tout moteur qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW, la mesure en continu peut être remplacée, après accord du préfet, par une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;

<ul style="list-style-type: none"> - pour toute chaudière d'une puissance unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ; - pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ; - pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : Un convertisseur NO2/NO en amont de l'analyseur permet de mesurer les NO. Ce convertisseur permet la conversion des NO2 en NO afin de mesurer la totalité des NOx et fonctionne sur le principe catalytique métallique chauffé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure en continu des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu.</p> <p>Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ; - pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane ; - pour les installations de combustion utilisant exclusivement du GPL ou de l'hydrogène et d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ; - pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ; - pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ; - pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : L'installation de combustion présente sur le site utilise exclusivement du gaz naturel. L'exploitant n'est donc pas dans l'obligation de réaliser une mesure en continu de la concentration des poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesure en continu du CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu du CO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour les turbines et moteurs d'une puissance inférieure à 100 MW ou les turbines et les moteurs qui utilisent un combustible liquide ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : L'exploitant réalise une mesure en continu de la concentration en CO dans les gaz résiduels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesure en continu de O2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de O2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La teneur en oxygène est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant effectue un suivi en continu de la teneur en oxygène via un analyseur qui fonctionne suivant le principe de mesure paramagnétique de flux alternatif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesure en continu de la température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la température
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La température est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant effectue un suivi en continu de la température. En effet, le système comporte une sonde de type Pt100 qui assure la surveillance en permanence de la température de la ligne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure en continu de la pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La pression est mesurée en continu.
Constats : L'exploitant effectue un suivi en continu de la pression. Un pressostat est présent pour la surveillance de manque de gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels est mesurée en continu.
Constats : Les fumées, en sortie de toutes les chaudières, sont refroidies par passage dans un économiseur. Les mesures sont donc effectuées sur gaz secs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Application procédures QAL/AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Application procédures QAL/AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
Constats : Le certificat QAL 1 a été transmis. La date de validité du certificat n'apparaît pas. Le dernier contrôle QAL2 a été réalisé par l'APAVE du 24 au 26/11/2020 (rapport du 15/01/2021 n°20270145-1) ; La procédure QAL 3 a été transmise. Elle indique : <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle des analyseurs : 1 / mois en intercampagne, 1 / semaine en campagne • Étalonnage via gaz spécifique 1 / semaine • Réalisation de la QAL 3 Le dernier contrôle AST a été réalisé par l'APAVE du 29/11 au 01/12/2021(rapport du 06/01/2022 n°21358010-1) ;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p>Constats : Le certificat QAL 1 a été transmis.</p> <p>Le matériel est certifié QAL 1 selon la norme EN 14181 en conformité avec la norme iso 14956. Ce certificat a été établi par les organismes TUV (Allemagne) et MCERTS (essais SIRA, Grande Bretagne).</p> <p>La date de validité du certificat n'apparaît pas.</p> <p>Pour les appareils de mesure en continu installés sur un site industriel et qui ne disposent pas d'un certificat QAL1, il est admis que, si le QAL2, le QAL3 et l'AST sont conformes, alors, l'exploitant peut maintenir son équipement en service pendant le reste de sa durée de vie.</p>
Observations : L'exploitant se rapprochera de l'entreprise SIEMENS afin d'essayer de récupérer un certificat avec date de validité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis le rapport d'étalonnage des systèmes de mesures automatiques (QAL2) établi par le bureau d'études APAVE le 15/01/2021 (rapport n° 20270145-1-Version 1) pour la chaudière FCB3.</p> <p>Le QAL2 porte sur les paramètres suivants : CO, NOx et O2.</p> <p>Le nombre de mesures réalisées ainsi que les intervalles de mesures ont été justifiés.</p> <p>La baie d'analyse switch toute les heures vers l'un ou l'autre des conduits de chaudière.</p> <p>L'exploitant indique que l'APAVE et TECH TEAM distribution (prestataire de suivi de site) font des vérifications en même temps au moment de l'AST pour l'ensemble du système et vérifie la bonne intégration des droites d'étalonnages.</p>

<p>Le QAL2 ne présente pas d'étalonnage pour les capteurs mesurant les paramètres périphériques suivants : température et pression. Cependant, l'exploitant a précisé par mail du 5/12/2022 :</p> <p>"les Appareils de mesure en continu doivent être exploités et non étalonnés selon la norme NF EN 14181. L'étalonnage défini par la norme NF EN 14181 et le FD X 43-132 impose un contrôle sur les polluants considérés soit le NO, CO et le périphérique O2 pour la correction à O2 de référence.</p> <p>Il n'y a aucun impact ni de calcul qui interviennent avec les paramètres "Température" et "Pression".</p> <p>En effet les appareils in situ nommés AMS mesurent en ppm qui est converti en mg/Nm3 par simple rapport molaire massique/volumique.</p> <p>Les mesures de température et de pression ne sont pas demandées pour cette raison dans les normes citées."</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport AST pour les chaudières FCB 3 et FCB 4 établi par le bureau d'études APAVE le 06/01/2022 (rapport n° 21358010-1-version 1). Celui-ci est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
Constats : La procédure QAL 3 a été transmise. Elle indique notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Le contrôle des analyseurs : 1 / mois en intercampagne, 1 / semaine en campagne • L'étalonnage via gaz spécifique 1 / semaine • la réalisation de la QAL 3 <p>Cette procédure est mise en œuvre à partir de gaz étalons lors des opérations d'évaluation des analyseurs. Les données ainsi recueillies sont alors intégrées à des cartes de contrôle.</p> <p>Il a été constaté lors de la visite, la présence de bouteille de gaz pour étalonnage. L'exploitant décrit dans sa procédure la méthodologie pour l'injection des gaz étalon et une estimation de temps de stabilisation requis avant de relever les données.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Conditions T, P, H₂O, O₂

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H ₂ O, O ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'analyseur effectue ces corrections. La mesure est réalisée sur gaz sec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - CO : 10 % - NOX : 20 % - SO ₂ : 20 % - poussières : 30 %
Constats : Les incertitudes de mesure sont intégrées au niveau de la baie d'analyse, et les rapports obtenus par l'exploitant intègrent déjà l'incertitude. Les incertitudes retenues pour la réalisation des différentes opérations QAL2 et AST étant correctes, il est probable que les incertitudes saisies dans l'analyseur le soit également.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de respect des valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.
<p>Constats : Dans le cadre de la mesure en continu, des dépassements ont été constatés, notamment pour :</p> <p>La chaudière FCB 3 et FCB 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les concentrations en NOx dépassent 110% de la VLE en moyenne journalière le 31 décembre 2021 ▪ Les concentrations en NOx dépassent 200 % de la VLE en moyenne horaire en décembre 2021. <p>Cependant, 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ces dépassements entrent dans les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt ou autre.</p> <p>Le lendemain les concentrations journalières sont revenus à la normale donc l'exploitant ne sait pas expliquer cette dérive du 31/12/21.</p>
<p>Observations : L'exploitant portera une attention particulière si une autre dérive apparaît et analysera la cause.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 17 : Mesure annuelle par un organisme agréé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure annuelle par un organisme agréé</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p>
<p>Constats : Le contrôle a été réalisé par l'APAVE le 30/11/2021 rapport du 06/01/2021 n°21358250-1-version 1</p> <p>Il ne présente aucune non-conformité</p> <p>Les résultats ne sont pas comparés avec les données issues de l'autosurveillance. Cependant, l'exploitant indique : "connaître l'échelle de grandeur et jette un coup d'œil, si un écart important apparaissait il le remarquerait."</p>

Il ne réalise pas cette démarche de comparaison.
Observations : L'exploitant réalisera et tracera la comparaison entre le contrôle annuel et les données issues de l'autosurveillance. Cet exercice permettra de s'assurer du bon fonctionnement des analyseurs en continu. Si les écarts sont importants, l'exploitant devra s'interroger sur ses procédures QAL/AST.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet